

PERCEPTION GLOBALE DU PHÉNOMÈNE DE MONDIALISATION

Pour vous la mondialisation est-elle plutôt une source d'espoir ou plutôt une source de crainte ?

	Ensemble	Sympathisants de	
		Gauche	Droite
Plutôt une source d'espoir	38	38	41
Plutôt une source de crainte	52	54	48
(Les deux)	6	5	7
(NSP)	4	3	4
Total	100	100	100

LES GAGNANTS ET LES PERDANTS DE LA MONDIALISATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU NIVEAU MONDIAL

Selon vous, la mondialisation économique et financière constitue-t-elle plutôt une chance ou plutôt une menace pour :

	Plutôt une chance	Plutôt une menace	(NSP)
Les actionnaires des multinationales	74	19	7
Les consommateurs des pays les plus développés	54	42	4
Les salariés des pays les plus pauvres	51	45	4
Les consommateurs des pays les plus pauvres	48	49	3
Les agriculteurs des pays les plus pauvres	48	48	4
Les salariés des pays les plus développés	39	57	4
Les agriculteurs des pays les plus développés	37	60	3

L'OMC ET LES DROITS DE DOUANES SUR LES PRODUITS AGRICOLES

Parmi les deux opinions suivantes, dites-moi avec laquelle vous êtes le plus d'accord

Il faut que tous les pays puissent maintenir des barrières douanières pour protéger leur agriculture

Il faut supprimer toutes les barrières douanières pour favoriser le commerce international des produits agricoles

(NSP)

Total

Ensemble

58

38

4

100

I) Le phénomène de mondialisation

Sondage

A) La dimension économique

- 1) Internationalisation des échanges
- 2) Internationalisation des firmes
- 3) Globalisation et marchés financiers

B) Les autres dimensions

- 1) Dimension sociale
- 2) Dimensions technologique

A) La dimension économique

1) Internationalisation des échanges

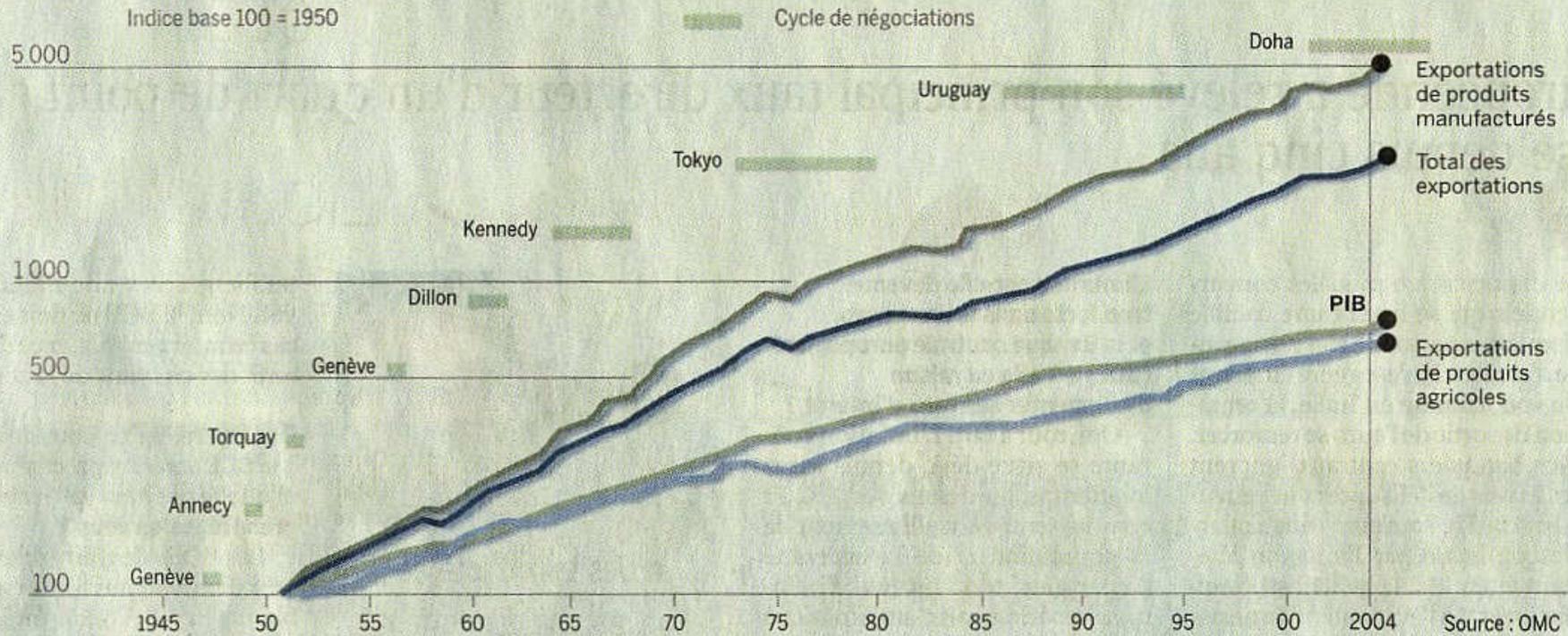
- Qu'est ce qu'on échange? 
- Qui échange?
 - La triade
 - Les pays en développement
 - Les pays émergents

Quels échanges?

- Mouvements commerciaux (flux marchands) 
- Mouvements de capitaux (flux monétaires, flux financiers) 
- Mouvements des personnes (flux migratoires)
- Mouvements d'informations (flux informationnels).

Une explosion des échanges depuis 50 ans

► ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET DES EXPORTATIONS MONDIALES



► EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR PRODUIT EN 1995 ET 2003

En % de la valeur totale des exportations mondiales

Machines et équipements de transport

Produits miniers

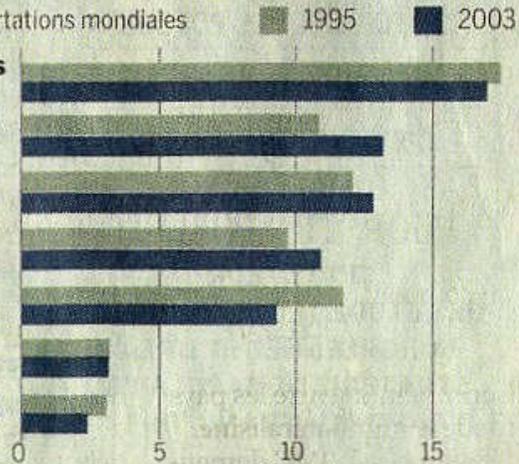
Équipements de télécommunications

Produits de l'industrie chimique

Produits agricoles

Vêtements

Textiles



Source : OMC



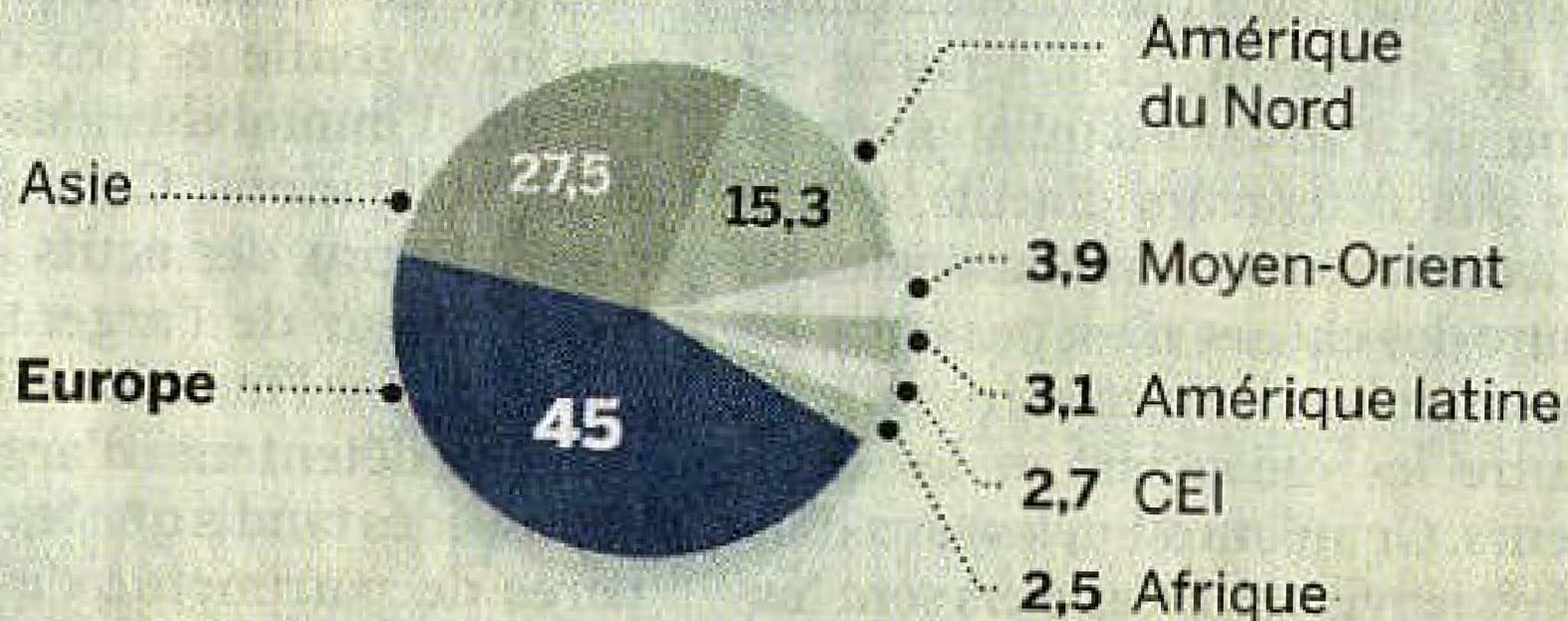
Entrées d'I.D.E.
(en Milliards de \$, source: OCDE)

	Entrées 2004	Entrées 2005	Sorties 2005
France	31.4	63.5	115.6
EU	133.2	109.8	
RU	56	165	101.1
OCDE	491	622	716.1
Chine	60.6	72	6.9 (à vérifier)



► RÉPARTITION DU COMMERCE MONDIAL DE BIENS ET SERVICES EN 2004 En %

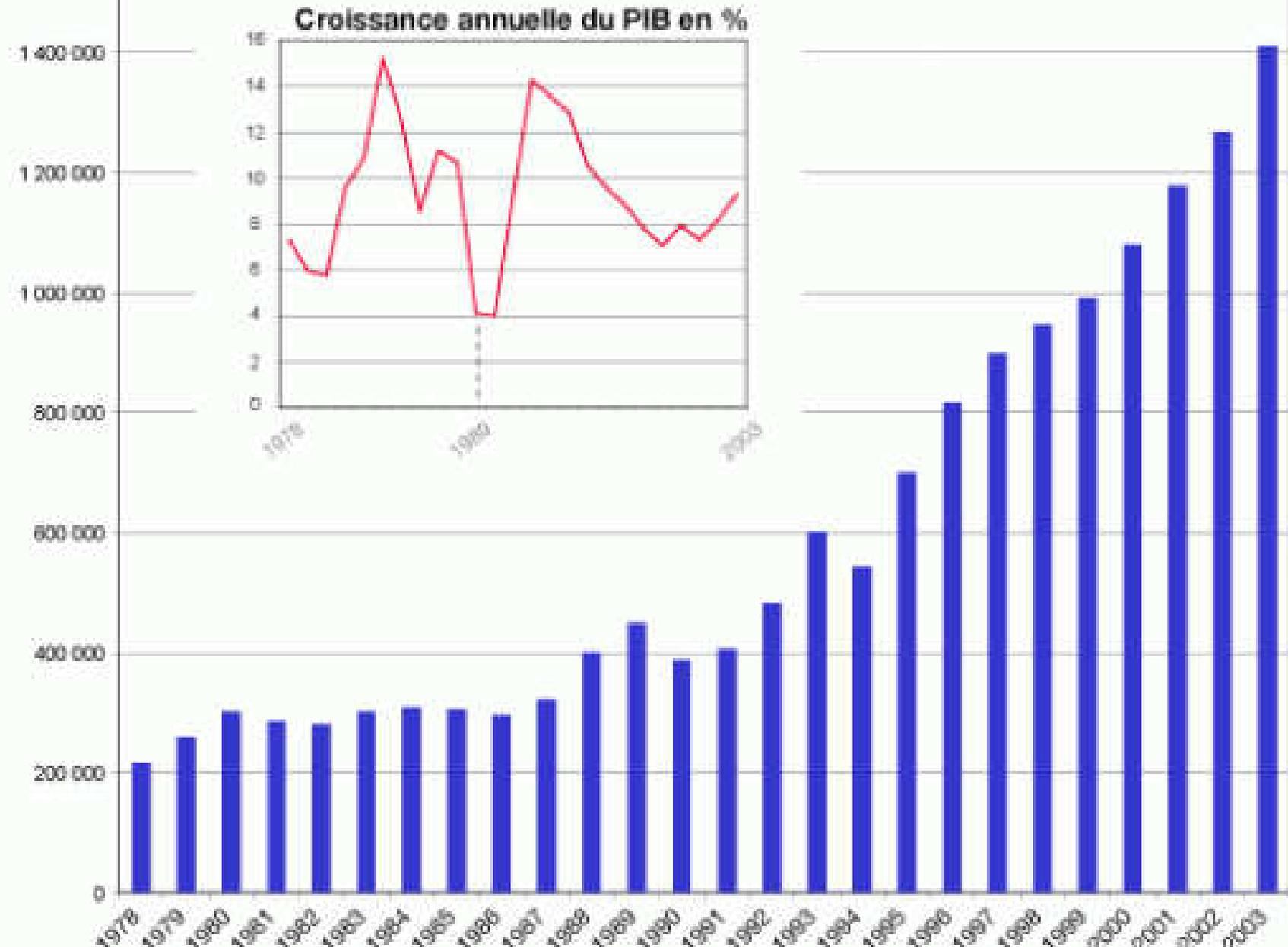
Total : 11 140 milliards de dollars



Source : OMC



La croissance chinoise



sources : CEPPI base de données Chelem



A) La dimension économique

2) Internationalisation des firmes

- Essor des FMN et STN ([ex. de Nestlé](#), source: site Internet de Nestlé)
- Les facteurs de l'internationalisation:
 - Pays développés
 - Pays en développement

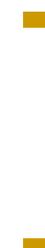
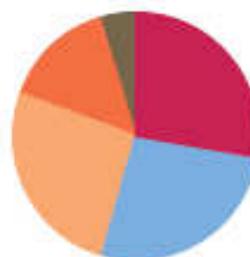
Chiffre d'affaires

En millions de francs suisses

■ Boissons	19 879
■ Produits laitiers, nutrition et glaces	19 175
■ Plats préparés et produits pour cuisiner (et activités diverses)	18 765
■ Chocolat et confiserie	10 485
■ Produits pharmaceutiques	3 443
	71 747

1998

Chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires



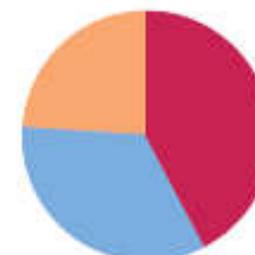
Chiffre d'affaires

En millions de francs suisses

Alimentation

- Europe
- Amériques
- Afrique, Asie et Océanie
- Autres activités

Répartition géographique



	1998	1997
■ Europe*	42,2%	40,9%
■ Amériques	33,8%	34,9%
■ Afrique, Asie et Océanie	24,0%	24,2%

* 6216 collaborateurs en Suisse en 1998.



A) La dimension économique

3) Globalisation et marchés

- Définition: processus d'intégration des marchés en un unique marché global.
 - Marchés nationaux et internationaux
 - Marché des biens, des capitaux, financiers, des devises interdépendants.

A) La dimension économique

3) Globalisation et marchés



A) La dimension économique

3) Globalisation et marchés

- Intégration passe par:

- Décloisonnement pour que les marchés soient interconnectés
- Déréglementation pour que le capital circule
- Désintermédiation pour mieux se financer

?

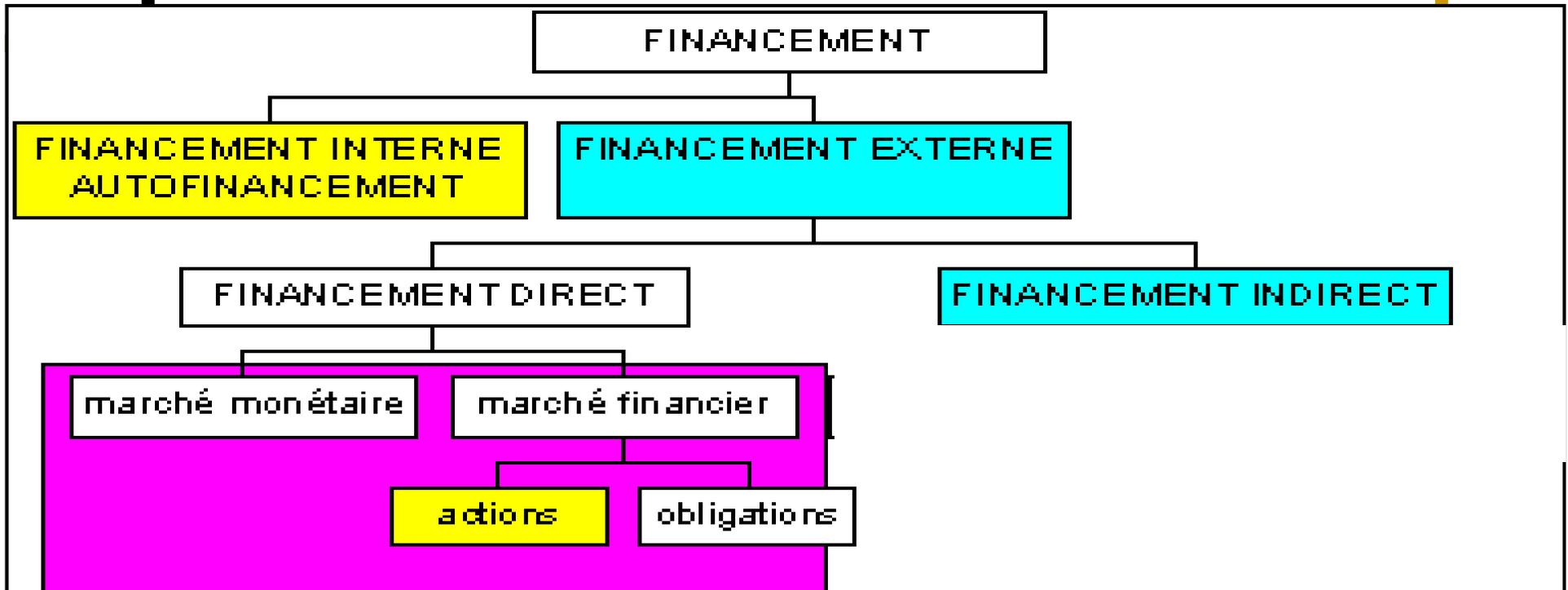
Capacité de financement

Secteurs institutionnels	2004 (<i>en Mds d'euros</i>)
Sociétés non financières	- 28.3
Sociétés financières	+ 13.1
Administrations publiques	- 60.1
dont <i>État</i>	- 52.2
dont <i>Administrations locales</i>	-1.9
dont <i>Sécurité Sociale</i>	-15.9
Ménages	+ 63.9
ISBLSM	+ 1

Comment se financer ?

- Se financer soi-même: autofinancement ou financement interne
- Se faire financer:
 - Banques: financement indirect
 - Autres acteurs en capacité de financement: financement direct (60 % financement des entreprises)

Comment se financer ?



 économie de fonds propres

 économies de marché financier

 économie d'endettement

Les types de financement (Gurley et Shaw, 1960, Money in a Theory of Finance »,



A) La dimension économique
3) Globalisation et marchés

a) Le financement indirect

b) Le financement direct

[a. Le financement indirect]

- Les motifs:
 - Faible capacité d'autofinancement
 - Petite taille des organisations
 - Marché financier peu développé
 - Taux d'intérêts réels bas

[a. Le financement indirect]

- Les conséquences:
 - Effet de levier
 - Inflation
 - Effet boule de neige
 - Fragilité des PME

b. Le financement direct

1) Les différents types de marchés

- Marchés monétaire
 - Marché des T.C.N.
- Marchés financiers
 - Marché d'actions
 - Marché d'obligations

La notation des communes

(source: www.fillocal.tm.fr)

Villes	Moody's	S&P	FITCH	Commentaires
Aubagne			A- /stable/ F1	
Avignon (1)		BBB/stable/-		Note relevée de BBB- à BBB et perspective modifiée en janvier 2002 (de positive à stable)
Boulogne-Billancourt		AA/positive/A-1+		
Lyon	Aa2/stable/ -			
Paris		AAA/stable/-		
Saint Mandé	Aa2/stable/ -			
Strasbourg			AAA/stable/F1 +	
Tours		A-/positive/-		
Sainte Maxime (2)			AA- /stable/ F1+	1ère notation en avril 2002

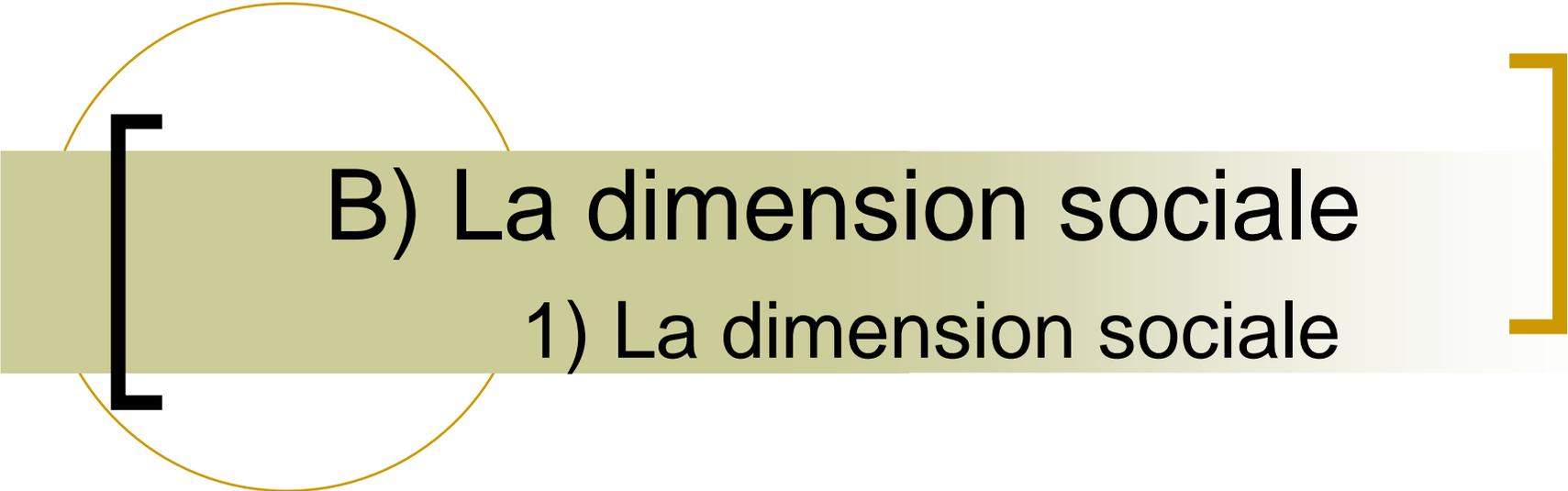
Action TOTAL

Dernier cours	Sem. Préc.	% var./heb	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net
226	220	2.73	6.5	226.3	213.2	3

b. Le financement direct

2) Le fonctionnement de la bourse

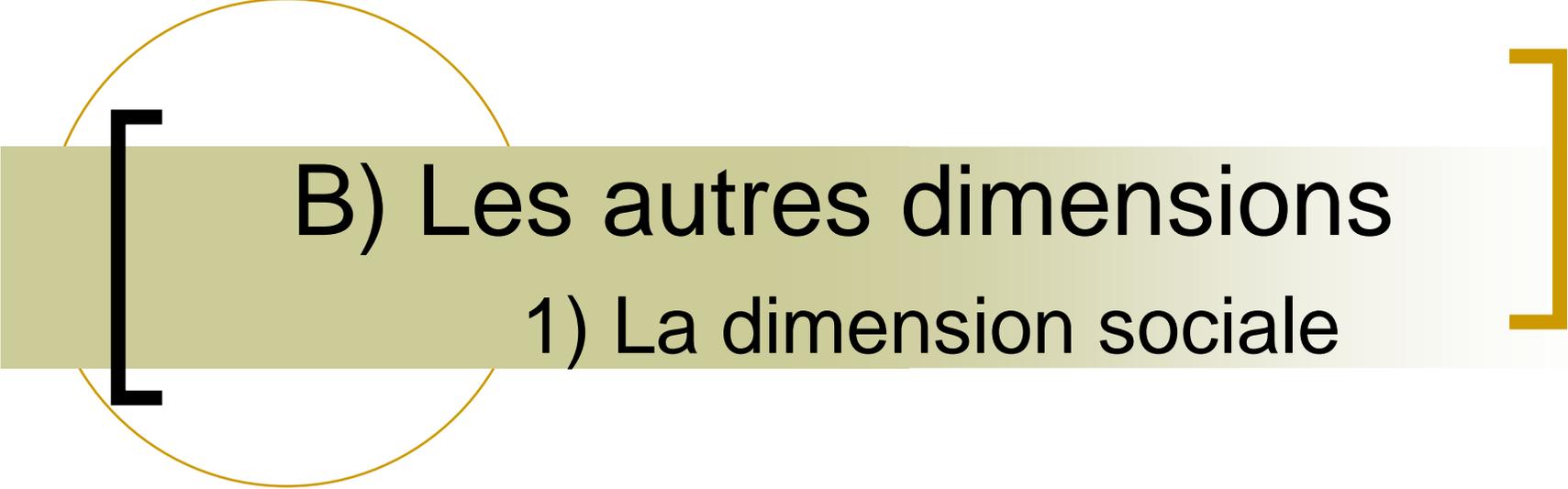
- Rôle de la bourse dans l'économie
- Marché primaire / marché secondaire(ex. Arcelor).
- Liquidité des marchés boursiers:
 - Premier marché
 - Second marché
 - Nouveau marché



B) La dimension sociale

1) La dimension sociale

- Effets de la mondialisation sur l'emploi, les conditions de travail, les revenus et la protection sociale.
- Effets positifs: harmonisation des conditions de travail
- Effets négatifs: dumping social



B) Les autres dimensions

1) La dimension sociale

- Sécurité, la culture et l'identité, l'inclusion ou l'exclusion, et la cohésion des familles et des collectivités.
- Processus d'acculturation
- Uniformisation culturelle: mimétisme et résistances

B) Les autres dimensions

2) La dimension technologique

- Caractéristiques des NTIC
- Conséquences pour les acteurs économiques:
 - Entreprises, banques
 - Ménages
 - État

Consommation des produits des TIC

Indices de volume base 100 en 2000

	Produits des TIC*	Dépense totale de consommation
1990	28,94	84,70
2000	100,00	100,00
2001	114,14	102,53
2002	131,17	104,80
2003	144,16	106,31
2004	161,68	108,40

Champ : France métropolitaine et Dom.

* Technologies de l'information et de la communication

Source : Insee, comptes nationaux.



Équipement des ménages en multimédia par catégorie socioprofessionnelle (en 2004, en %)

Catégorie socioprofessionnelle	Télévis eur couleur	Télep hone porta ble	Micro- ordina teur (porta ble ou non)	Micro- ordina teur non portab le	Micro- ordina teur portab le	Internet
Agriculteurs exploitants	96,0	73,1	59,7	54,9	10,6	47,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	94,5	80,8	58,2	55,1	7,9	37,7
Cadres et professions intellectuelles supérieures	92,1	86,3	80,4	71,6	24,7	66,9
Professions intermédiaires	91,4	86,3	68,9	64,5	11,5	50,5
Employés	93,7	81,8	49,8	45,1	7,1	31,1
Ouvriers (y,c, ouvriers agricoles)	96,6	78,2	41,4	39,8	3,1	21,6
Retraités	97,6	42,6	18,4	17,0	2,5	11,4
Autres inactifs	79,5	86,4	52,1	38,4	17,2	26,7
Ensemble	94,8	69,6	45,0	41,4	7,8	30,3

Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages.

Source : Insee, enquête permanente sur les conditions de vie 2004.



Synthèse II)

- Entreprises; culture mondiale, développement des échanges.
- Banques: décloisonnement des fonctions traditionnelles, internationalisation des filiales, nouvelles fonctions avec la désintermédiation.
- Ménages: diversité de choix, aspects sociaux, culturels.
- Administrations publiques: échelon national effacé ?, passage au glocal ?, nouvelles relations avec administrés.

[Investir en Bourse]

- Groupes de 4 à 6 étudiants
- Rapport à remettre: max.5 pages.(justifier les choix d'actions, expliquer l'évolution des cours).
- Sources:
 - Internet: www.latribune.fr, www.lesechos.fr, www.boursorama.com.
 - Presse: La Tribune, Les échos, Le Monde.
- Budget de départ: 1000 €
- Achat d'actions parmi 5 proposées sur 3 séances de cours.

[Investir en Bourse]

- Budget de départ: 1000 €
- Choix entre 5 actions de sociétés du CAC 40:
 - France Telecom: 21.37 €
 - Total: 53.40 €
 - Peugeot: 51.45 €
 - L'Oréal: 80.7 €
 - Société Générale: 134.7 €
- Passage d'ordre: 5 euros par vente ou par achat d'actions.

[Investir en Bourse]

		Quantité	Budget	
France Telecom	21.39 €	25	534.75	
Total	53.26 €	5	266.3	
Peugeot	52.97 €	1	52.97	
L'Oréal	82.14€			
Société Générale	132.17 €	1	134.7	
Somme			986.19	+ 13.81



II) Les États face à la mondialisation

A) Les fonctions de l'Etat

- 1) Les justifications de l'intervention de l'Etat
- 2) Les fonctions économiques de l'Etat

B) Les politiques économiques

- 1) les objectifs des politiques économiques
- 2) Les politiques conjoncturelles
- 3) L'efficacité des politiques économiques

A.1) Les justifications économiques de l'intervention de l'Etat



- a) État régalien (SMITH A., 1776) : administration générale, travaux publics, armée, police, justice (Etat-gendarme).

a) Etat régalien / Les externalités

- Etat doit intervenir pour pallier les défaillances du marché qui ne prend en compte les externalités
- Les externalités: définition
- Effets externes symétriques:
 - Négatif: diminution du bien-être de l'agent qui le subit.
 - Positif: amélioration du bien-être de l'agent qui le subit.

LES TYPES D'EXTERNALITES

```
graph TD; A[LES TYPES D'EXTERNALITES] --> B[EXTERNALITES BILATERALES]; A --> C[EXTERNALITES MULTILATERALES]; C --> D[EXTERNALITES PRIVES (OU RIVALES)]; C --> E[EXTERNALITES PUBLIQUES (OU NON RIVALES)];
```

The diagram is a hierarchical flowchart. At the top is a white rectangular box with a black border containing the text 'LES TYPES D'EXTERNALITES' in yellow. Below this box is a horizontal bar with a green-to-white gradient. Two black arrows originate from the bottom center of the top box, pointing downwards and outwards to two separate white rectangular boxes with black borders. The left box contains 'EXTERNALITES BILATERALES' and the right box contains 'EXTERNALITES MULTILATERALES'. From the bottom center of the 'EXTERNALITES MULTILATERALES' box, two more black arrows point downwards and outwards to two more white rectangular boxes with black borders. The left box contains 'EXTERNALITES PRIVES (OU RIVALES)' and the right box contains 'EXTERNALITES PUBLIQUES (OU NON RIVALES)'. A yellow circle is drawn around the top box and the left side of the gradient bar. A yellow bracket is on the right side of the gradient bar. A black bracket is on the left side of the gradient bar.

EXTERNALITES
BILATERALES

EXTERNALITES
MULTILATERALES

EXTERNALITES
PRIVES
(OU RIVALES)

EXTERNALITES
PUBLIQUES
(OU NON RIVALES)

a) Etat régalien / Les externalités

- Coût privé et coût social
- Internaliser les externalités:
 - Réduire l'écart coût social-coût privé
 - Intervention de l'Etat et taxation

[a) Etat régalien / Biens collectifs]

- Etat doit produire des biens qui ne peuvent être produits par le marché: biens collectifs:
 - Non exclusion: on ne peut exclure personne de l'utilisation du service
 - Non rivalité: propriété d'un bien ou d'un service qui peut être consommé simultanément par plusieurs personnes sans que la quantité consommée par chacun ne diminue.

a) Etat régalien / Biens collectifs

■ Production de biens

	Exclusion collectifs possible	Exclusion impossible
Rivalité	Bien privé pur	Bien commun
Non- Rivalité	Bien de club ou Bien mixte	Bien collectif ou Bien public pur : local, national, international

a) Etat régalien / Biens collectifs

■ Les biens collectifs

	Exclusion possible	Exclusion impossible
Rivalité	Jardin privatif	Poissons, champignons.
Non-Rivalité	Espace vert, Parc National.	Qualité de l'air, atmosphère terrestre

a) Etat régalien / Rendements d'échelle croissants

- Rendements d'échelle croissants:
 - $F(aK, aL) > aF(K,L)$
 - Effet de taille pour faire baisser les coûts de production.
 - On parle d'économies d'échelle
- Cas des monopoles naturels
 - Ex.: réseau télécommunication, réseau ferroviaire.

A.1) Les justifications de l'intervention de l'Etat

- b) État providence
 - Le contexte historique:
 - Crise de 1929
 - Après WW II

A.1) Les justifications de l'intervention de l'Etat

- b) État providence (BEVERIDGE, 1944):
 - Assurance contre 4 risques (maladie, maternité, chômage, vieillesse)
 - Plein emploi

A.2) Les fonctions économiques

- Les 3 fonctions économiques de l'État (MUSGRAVE, 1959)
 - Allocation 
 - Redistribution 
 - Stabilisation 

BUDGET 2006

France

(source:
Ministère
économie)



Les chiffres-clés du budget 2006, en millions d'euros

Les principales recettes de l'Etat

Taxe sur la valeur ajoutée	71 500
Impôt sur le revenu	57 482
Impôt sur les sociétés	41 471
Recettes non fiscales	24 839
Autres (timbres, taxes indirectes...)	20 873
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	19 374
Autres impôts directs	16 231
Recettes totales nettes	217 300

Les principales dépenses pour l'Etat

Enseignement scolaire	59 740
Défense	36 060
Recherche et enseignement supérieur	20 690
Prélèvement sur recettes au profit de l'UE	17 995
Sécurité	14 670
Travail et emploi	13 170
Solidarité et intégration	12 220
Transport	9 440
Gestion et contrôle des finances publiques	8 820
Ville et logement	7 190
Justice	5 960
Dépenses (hors allègement de charge)	276 300

Source : ministère de l'économie

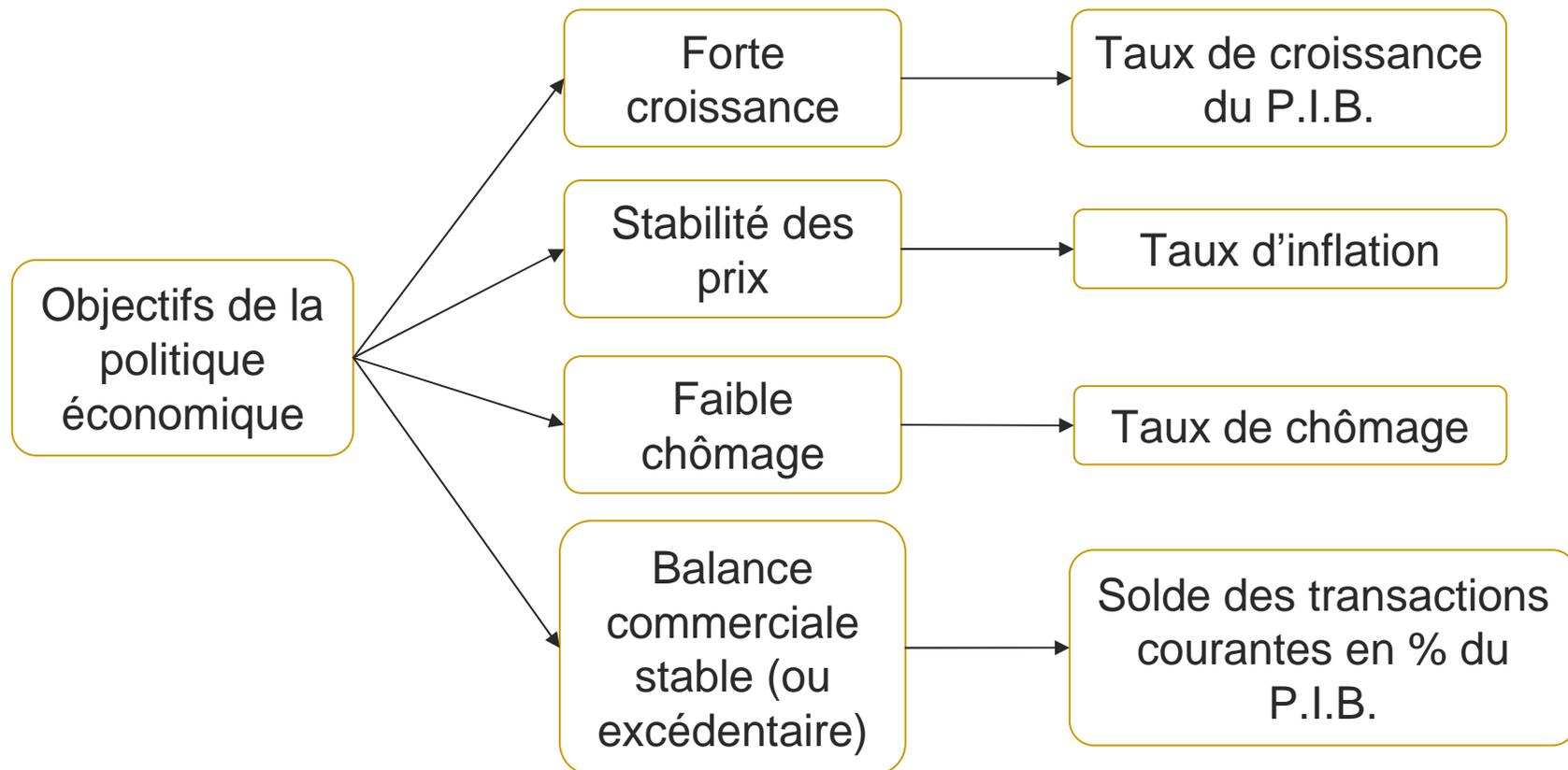
Effectifs (en milliers) de bénéficiaires de certaines prestations sociales

(source: Ministère de la santé) 

	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Retraités de droit direct	10 715	11 838	12 027	12 101	12 372	n.d.
Personnes bénéficiaires du minimum vieillesse	989	766	723	668	634	n.d.
Familles bénéficiaires des prestations familiales	6 154	6 404	6 444	6 471	6 519	6 542
Personnes bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés	614	710	732	751	766	786
Personnes bénéficiaires du revenu minimum d'insertion	946	1 097	1 073	1 090	1 144	1 238

II.B) La politique économique

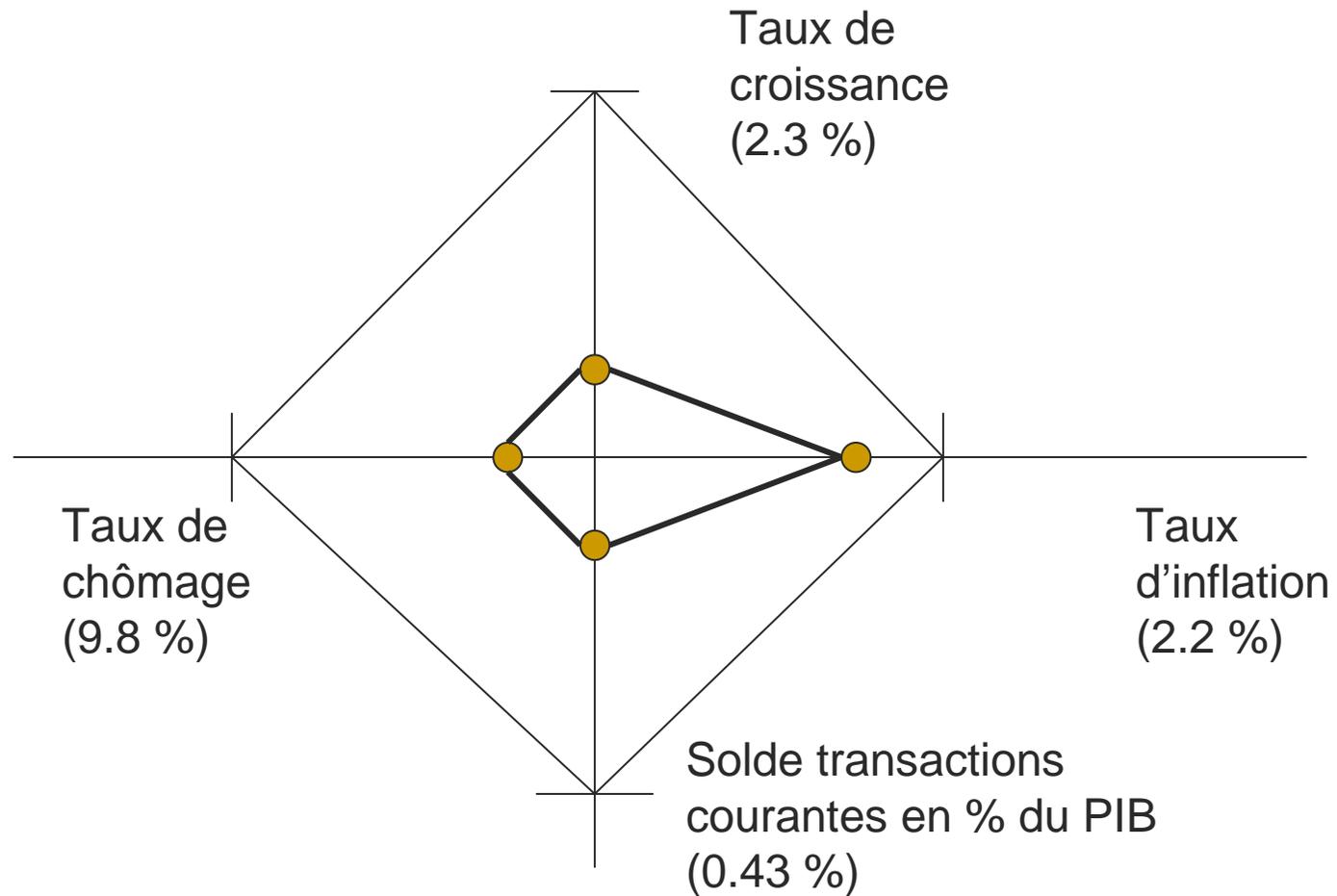
- Les objectifs
- Carré magique de Kaldor



Carré magique de la France (1970-2004)

	France 1970	France 2005
Taux de croissance	1.6 %	1.2 %
Solde transactions courantes en % du PIB	- 0.6 %	-1.6 %
Taux de chômage	8 %	9.8 %
Taux d'inflation	13.5 %	1.8 %

Carré magique de la France (2004)



B. 2) Les politiques conjoncturelles

- Comment?
- Agir sur:
 - Le budget (pol.budgétaire)
 - La monnaie (pol.monétaire)
 - Les revenus (pol. des revenus)
 - La fiscalité (pol. de l'offre)



B. 2) Les politiques conjoncturelles

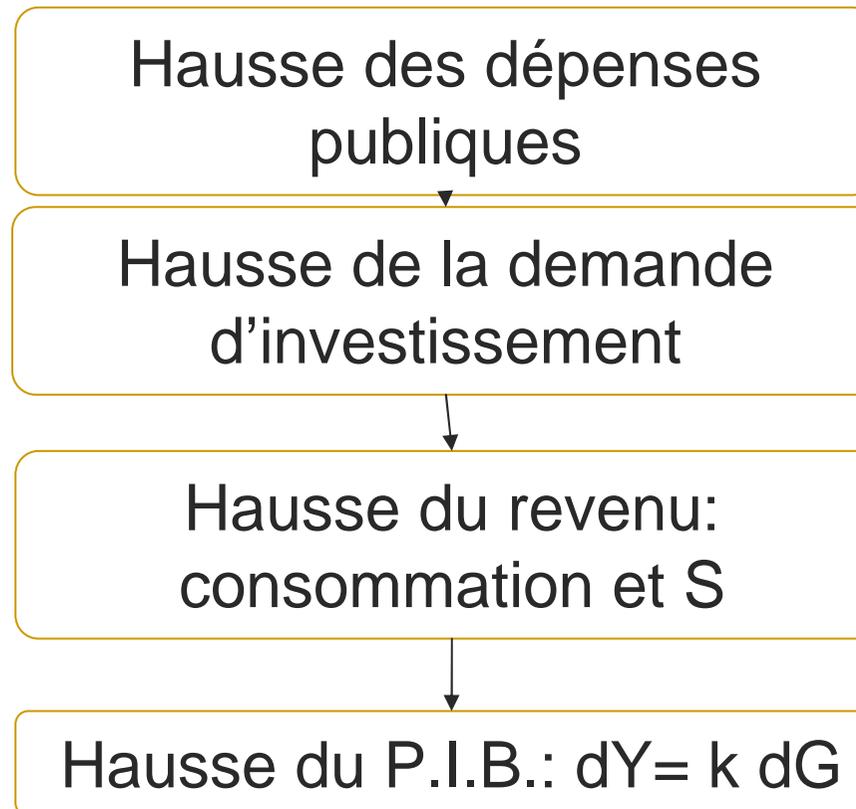
- La théorie keynésienne:
 - Court terme
 - Intervention de l'Etat
- 2 utilisations des politiques conjoncturelles:
 - Relancer l'activité économique
 - Stabiliser l'activité économique

B. 2) Les politiques conjoncturelles

Objectifs \ Instruments	Politique monétaire	Politique budgétaire
Politique de relance	Politique d'expansion (baisse du taux de l'intérêt) +	Accroissement des dépenses publiques (déficit budgétaire) ++
Politique de stabilisation	Politique restrictive Hausse du taux d'intérêt ++	Réduction des dépenses et recherche de l'équilibre budgétaire +

[IV. 1) La politique économique]

■ Politique budgétaire



Multiplicateur des dépenses publiques

[IV. 1) La politique économique]

■ Politique monétaire

Baisse des taux
d'intérêt directs

Hausse de la
demande
d'investissement et
de la consommation

Hausse du P.I.B.:
 $dY = k dl$

Multiplicateur
d'investissement

B. 2) Les politiques conjoncturelles

Objectifs \ Instruments	Politique des revenus	Politique de l'offre
Politique de relance	Accroissement des revenus directs et indirects ++	Avantages fiscaux et prêts avantageux pour les investisseurs +
Politique de stabilisation	Blocage des salaires et réduction des avantages sociaux +	Avantages fiscaux pour les investisseurs ++

II.B.3) L'efficacité des politiques économiques

- a) Les critiques de l'intervention de l'Etat
- b) Les nouvelles interventions de l'Etat

SCHELLING: « Pour contraindre l'autre, il faut se
contraindre soi-même »

a) Les critiques

- La crédibilité des politiques
 - KYDLAND & PRESCOTT (1977): les prises d'otage
 - TAYLOR (1985): annonce de la Banque Centrale (faible croissance de la monnaie), comportement des agents (acceptent ou non hausse faible des salaires), action de la Banque Centrale.

SCHELLING: « Pour contraindre l'autre, il faut se
contraindre soi-même »

a) Les critiques

- Les anticipations des agents
 - Anticipations adaptatives: les agents se rappellent des révisions des choix de politique économique.

SCHELLING: « Pour contraindre l'autre, il faut se
contraindre soi-même »

a) Les critiques

- Alternative à la discrétion: la remplacer par des règles:
 - De comportement:
 - Ancrage à une monnaie forte
 - Personnalité conservatrice
 - De droit:
 - Rendre inconstitutionnel le déficit budgétaire
 - Rendre les Banque Centrales indépendantes.

[a) Les critiques]

- L'effet d'éviction par la fiscalité: hausse des impôts et baisse de la consommation.
- L'effet éviction du déficit budgétaire:
 - Décourage l'investissement privé
 - Décourage la consommation des agents

b) Les nouvelles politiques économiques

- Théories de la croissance endogène
 - Action de l'État réhabilitée (rôle des biens publics et externalités).
 - Action de l'État favorise la croissance économique.
- Les auteurs:
 - ROMER (1986): dépenses de recherche
 - LUCAS (1988): capital humain
 - BARRO (1990): infrastructures publiques

b) Les nouvelles politiques économiques

- Les politiques structurelles:
 - Projet de moyen et long terme (5 ans) qui visent à modifier les structures de l'économie.
- Exemples:
 - Politique de recherche
 - Politique d'aménagement du territoire
 - Politique des transports
 - Politique de l'emploi 

La politique structurelle de l'emploi

- Plus grande flexibilité du marché du travail:
 - Ajustement par les prix
 - Désindexer des salaires sur les prix
 - Pression à la baisse du Salaire Minimum
 - Exonération de charges sociales
 - Ajustement par les quantités
 - Faciliter les licenciements
 - Développer les emplois flexibles

Synthèse: une action de l'Etat critiquée et contrainte

- Contrainte de l'intégration économique:
 - Politique monétaire: B.C.E. (objectif de stabilisation de l'inflation)
 - Politique budgétaire: pacte de stabilité et de croissance (limitation du déficit budgétaire)

A decorative graphic consisting of a thin yellow circle on the left side. A thick black bracket is positioned vertically on the left, and a thick yellow bracket is on the right. A horizontal bar with a yellow-to-white gradient is overlaid across the middle of the circle and brackets.

III) Blocs régionaux et mondialisation

- Les échanges commerciaux s'intensifient dans un cadre régional
- Régionalisation résulte d'un processus volontaire d'intégration économique



III) Blocs régionaux et mondialisation

- A) La constitution des blocs
- B) L'intégration économique
- C) L'Union Economique et Monétaire

III.A) La constitution des blocs régionaux

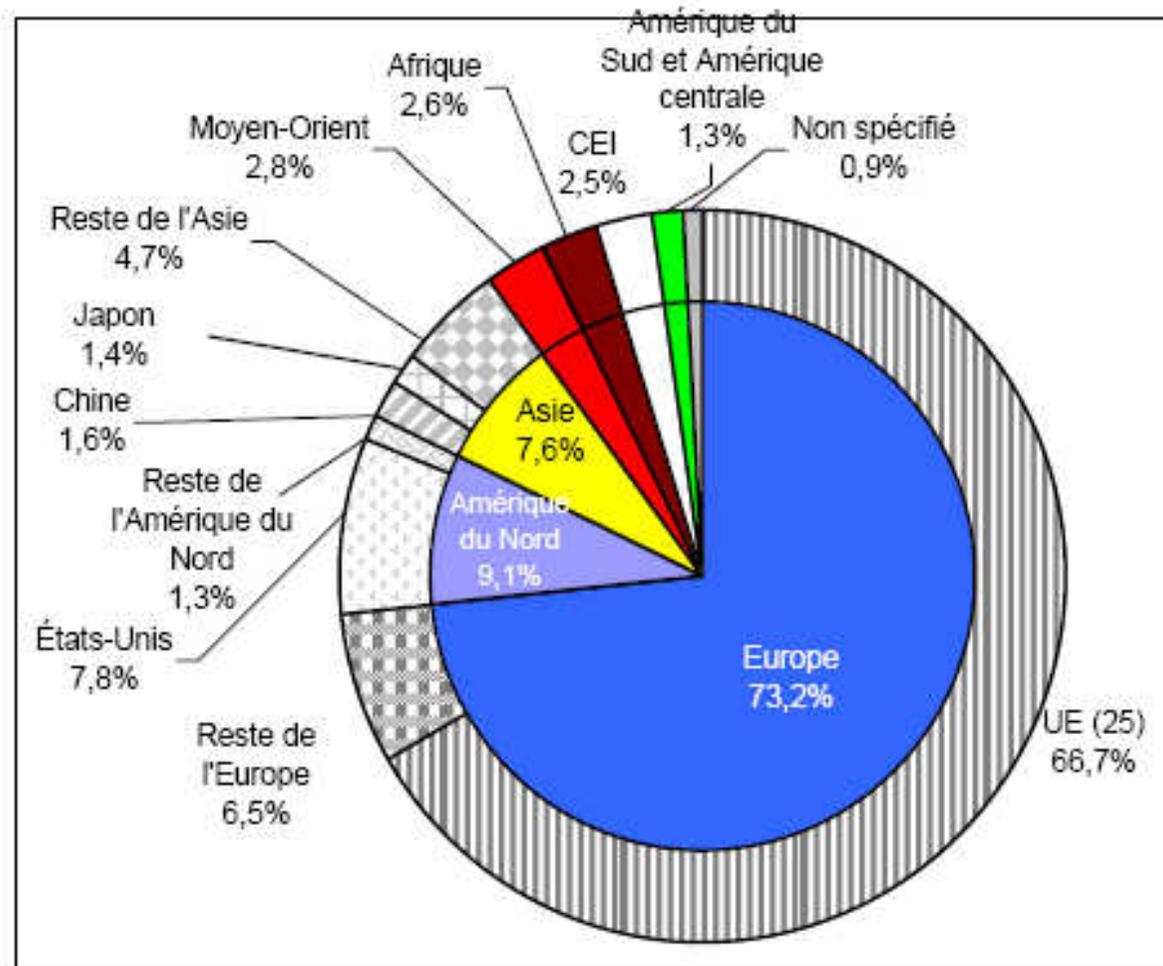
- 1957: Traité de Rome (C.E.E.) 
- 1959: Union douanière des Etats de l'Afrique de l'Est
- 1960: Association européenne de libre échange (AELE)
- 1969: le pacte andin

III.A) La constitution des blocs régionaux

- Les principales organisations régionales mondiales:
 - 1989: APEC 
 - 1991: Mercosur
 - 1992: ALENA 
 - 2007: accord EU-Corée du sud

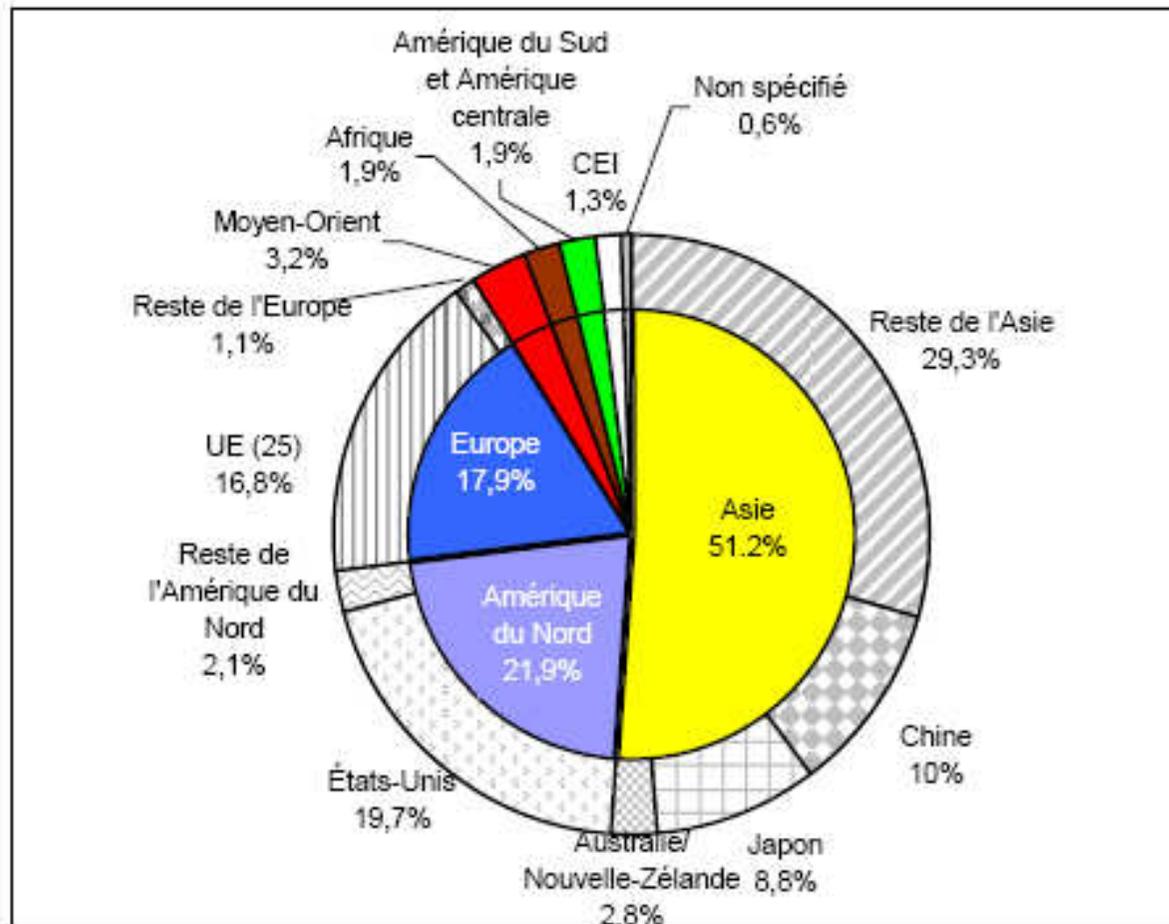
III.A) La constitution des blocs régionaux (source: OMC)

Exportations de marchandises de l'Europe par région, 2005
(Parts en pourcentage)



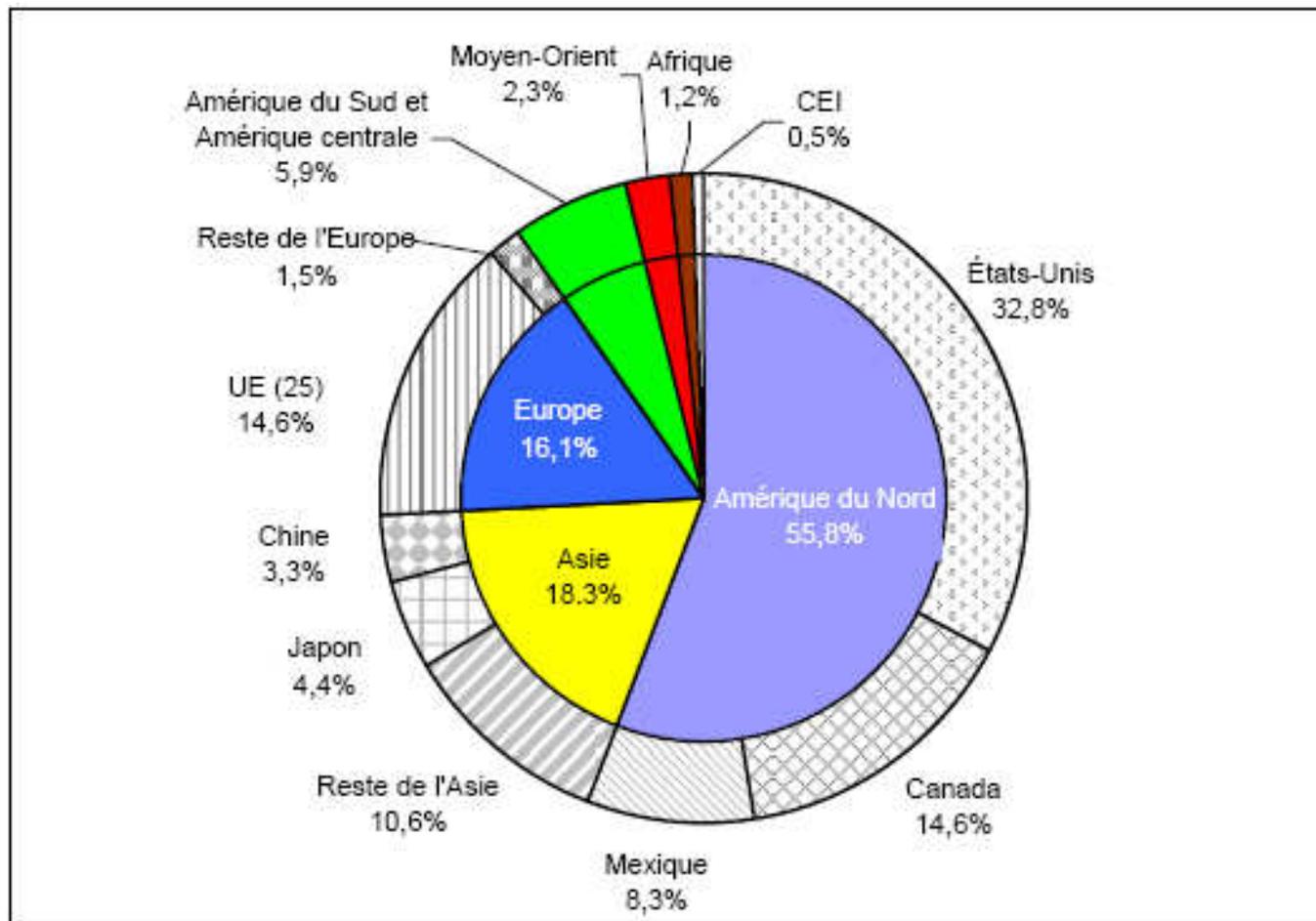
III.A) La constitution des blocs régionaux (source: OMC)

Exportations de marchandises de l'Asie par région, 2005
(Parts en pourcentage)



III.A) La constitution des blocs régionaux (source: OMC)

Exportations de marchandises de l'Amérique du Nord par région, 2005
(Parts en pourcentage)



III.B) L'intégration économique

- Balassa (*The theory of economic integration, 1961*) : 5 étapes successives de l'intégration économique
 - **La zone de libre-échange**
 - **L'union douanière**
 - **Le marché commun**
 - **L'union économique**
 - **L'intégration totale**

[III.B) L'intégration économique]

■ Les étapes

- La zone de libre-échange
- L'union douanière

-
- Le marché commun
 - L'union économique
 - L'intégration totale

■ Motifs:

- ▶ ○ Libéraliser les échanges dans la zone
- Baisse des prix (baisse des droits de douane)
- ▶ ○ Compétitivité des entreprises
- ▶ ○ Attirer les investisseurs (crédibilité)
- Exercer un pouvoir d'influence

[III.B) L'intégration économique]

- La **zone de libre-échange**: diminution ou suppression des barrières douanières à l'intérieur de la région
- Ex.: ALENA



[III.B) L'intégration économique]

- **L'union douanière:** instauration d'une politique commerciale extérieure commune (tarif extérieur commun)
 - Ex.: Mercosur, CEE (1968)



III.B) L'intégration économique

■ Le marché commun:

- Eliminer toute entrave à la libre circulation des facteurs de production (personnes, biens, services, capitaux)
- Abolition des contrôles douaniers entre les membres
- Harmonisation des fiscalités nationales
- Ouverture des marchés publics aux firmes de l'Union
- Reconnaissance mutuelle des diplômes
- Politique de la concurrence



- Ex.: Acte Unique européen (1986) et Marché unique (1993)

III.B) L'intégration économique

- **L'union économique:** harmonisation des politiques économiques des pays membres.
 - Ex.: PAC européenne (1962)



[III.B) L'intégration économique]

- **Intégration totale:** stabilité monétaire dans la zone et/ou monnaie unique
 - Ex. U.E.M. (1992: Traité de Maastricht)
- **Intégration politique ?**

[III.B) L'intégration économique]

- **Intégration politique ?**
 - **Élargissement de l'UE**
 - **Réforme des institutions**
 - **Politique commune étrangère, de défense.**

III.C) L'Union Economique et Monétaire

1) Les motifs de l'avènement de l'Euro

- Lutter contre le coût des opérations de change
- Mettre fin aux mouvements erratiques des monnaies nationales des pays de l'UE et protéger le marché intérieur. (**régime de change** ►)
- Renforcer la compétitivité internationale des entreprises européennes
- Approfondir l'intégration européenne ► |

III.C) L'Union Economique et Monétaire: le SMI

- 19^{ème} siècle -> WWI: étalon or universel (Gold Standard)
- 1922-1936: Gold Exchange Standard (Gênes)
 - Émission monnaie/stock or ou monnaies convertibles en or
 - Multiplication des centres d'or
- 1944: Gold Exchange Standard (Bretton Woods): 1^{er} vrai SMI
 - Compétitivité entre économies remplace compétitivité entre monnaies

III.C) L'Union Economique et Monétaire: le SMI

- 1971: fin de la convertibilité du \$ en or
- 1972: SME (6 pays)
- 1976: accords de la Jamaïque (fin du régime de change fixe)

III.C) L'Union Economique et Monétaire: le SMI

- 1971: fin de la convertibilité du \$ en or
- 1972: Serpent ME (6 pays)
- 1976: accords de la Jamaïque (fin du régime de change fixe)
- 1979: Système ME
- Aujourd'hui économies régionales et nécessité du SMI?



III.C) L'Union Economique et Monétaire

2) Les étapes vers l'Euro

- **1970** : le **Plan Werner**
- **1972** : le **Serpent Monétaire Européen**
- **1979** : le **Systeme monétaire européen**
- **1986** : l'**Acte Unique**
- **1990** : la libre circulation des capitaux constitue la première étape de l'UEM.
- **1992** : signature du **Traité de Maastricht**

III.C) L'Union Economique et Monétaire

2) Les étapes vers l'Euro

- **l'Institut Monétaire Européen (IME)**
- Juin 1998 : création de la **Banque Centrale Européenne**, BCE: elle définit et met en œuvre la politique monétaire unique en euros, dont l'exécution est assurée par les banques centrales nationales;
- 1er janvier 1999 : création de la **monnaie unique européenne** (taux de conversion est fixé irrévocablement entre l'euro et les monnaies nationales)
- 1er janvier 2002 : mise en circulation des billets et des pièces en euro, monnaie scripturale en euros.

III.C) L'Union Economique et Monétaire

3) Les politiques économiques européennes

- Politiques transférées totalement ou partiellement (Union douanière & marché commun, UEM, protection de la concurrence)
- Coopération (Politique étrangère & sécurité commune, policière et judiciaire en matière pénale)

Conseil Européen Bruxelles 2005 (Déclaration)

"L'Union vise à parvenir à une croissance économique équilibrée et à la stabilité des prix. Les politiques économiques et budgétaires doivent, par conséquent, fixer les priorités adéquates en matière de réformes économiques, d'innovation, de compétitivité et de renforcement de l'investissement privé et de la consommation durant les périodes de faible croissance économique. Cela devrait se traduire dans les orientations des décisions budgétaires au niveau national et au niveau de l'Union, grâce notamment à une restructuration des recettes et des dépenses publiques, tout en respectant la discipline budgétaire conformément à la Constitution et au Pacte de stabilité et de croissance."

III.C) L'Union Economique et Monétaire

3) Les politiques économiques européennes

- **Coordination des politiques économiques: les réformes structurelles (GOPE 2005-2008)**
- **Le pacte de stabilité et de croissance (politique budgétaire & monétaire)**

Synthèse: mondialisation et intégration régionale

- 2 processus opposés?
 - Une réaction à la mondialisation
 - Une nature contradictoire dans les faits et en théorie
- 2 processus complémentaires
 - Dépasser le cadre national
 - Une étape vers une mondialisation régulée